

Service Prévention des Risques
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/09/2024

Affaire suivie par : Lucile QUIGNON
Téléphone : 04 88 22 63 80
Courriel : lucile.quignon@developpement-durable.gouv.fr
Références : SPR/1123/2024
Code AIOT : 0006400578

**Rapport de l'inspection des installations
classées**

à

Monsieur le Préfet

Objet : Installation de Stockage de Déchets Non-Dangereux exploitée par SUEZ RV Méditerranée au lieu-dit « Jas de Rhodes » sur la commune des Pennes-Mirabeau

Révision pour l'année 2025 de l'autorisation annuelle de stockage.

Réf. : Porter-à-connaissance au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement (PAC) transmis à la DREAL le 08 août 2024

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 – OBJET DU RAPPORT

Par transmission en date du 08 août 2024, SUEZ RV Méditerranée vous a transmis un « porter-à-connaissance » pour son Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDND) située au lieu-dit « Jas de Rhodes » sur la commune des Pennes-Mirabeau.

La modification sollicitée consiste en une augmentation de 25 000 tonnes de la capacité annuelle de stockage en 2025, sans modification de la capacité totale de stockage, ni de l'emprise, ni de remise en état final et sans réduction de la durée de vie du site.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non du projet de modification susvisé et propose les suites à donner à cette demande.

36, Boulevard des Dames - 13002 Marseille - Tél. : 04 88 22 61 00

Adresse postale : 16, rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 3

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

2 – PRESENTATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 – Pétitionnaire

Raison sociale	ISDND du Jas de Rhodes
SIRET	712 620 715 001 69
Adresse du site	Lieu-dit « Jas de Rhodes »
Commune	13 170 Les Pennes-Mirabeau
Demandeur	SUEZ RV Méditerranée

2.2 – Activité et situation administrative

L'ISDND lieu-dit « Jas de Rhodes » située sur la commune des Pennes-Mirabeau est classée sous le régime de l'autorisation au titre des rubriques 2760-2 et 3540-1 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant est autorisé à l'exploiter par arrêté préfectoral du 22 octobre 2019, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 juillet 2021, du 21 juillet 2021 et du 26 mai 2023.

- Commune : Les Pennes-Mirabeau
- Rubriques ICPE concernées : 2760-2 et 3540-1
- Capacité totale de stockage : 1 453 000 tonnes
- Capacité annuelle maximale : 175 000 jusqu'au 31/12/2024 puis 100 000 t/an
- Fin de l'autorisation : 31 juillet 2030
- Zone de chalandise : déchets produits dans les communes du bassin de vie provençal au sens du SRADDET de la région PACA

De plus, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui fixe les prescriptions générales applicables à ce type d'installation.

3 – CONTEXTE ET PRESENTATION DE LA DEMANDE

3.1 – Contexte national

Pour permettre la réduction des volumes de déchets produits et, dans le même temps favoriser leur valorisation matière ou, à défaut, énergétique, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte - LTECV en 2015 - puis la loi destinée à l'anti-gaspillage et pour une économie circulaire – Loi AGECL en 2020 - ont fixé de nouvelles obligations visant notamment à réduire l'élimination par stockage (l'enfouissement) qui doit rester une solution de dernier recours.

Ainsi, un objectif légal a été fixé au niveau national et décliné régionalement : en 2025, les quantités de déchets stockés en installation de stockage de déchets non dangereux devront être limitées à 50% des quantités enfouies en 2010.

Les attentes du législateur concernant une réduction significative de la production de déchets, ainsi que le développement de méthodes alternatives à l'enfouissement, ne se concrétisant pas aussi rapidement que prévu, la quantité de déchets à mettre en décharge dépassera l'objectif légal. En 2025, le manque d'exutoires et le caractère contraignant de cet objectif pourraient donc entraîner l'impossibilité de collecter et de traiter certains déchets.

En anticipation de cette perspective, afin de permettre le stockage des déchets au-delà de l'objectif réglementaire fixé, tout en restant incitatif quant à la diminution des quantités stockées, la loi de finances 2024 a prévu deux dispositions complémentaires :

- D'une part, et par modification du I de l'article L.541-15 du Code de l'environnement, la possibilité de déroger au volet déchets du SRADDET L541, document déclinant régionalement l'objectif légal d'une réduction de 50% en 2025 des tonnages enfouis en 2010 ;
- D'autre part, et par modification du code des Douanes, de modifier la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en vue de surtaxer en 2025 les quantités de déchets stockées au-delà de cet objectif (de 5 à 10 €/tonne, en attente d'arrêté ministériel).

Pour faire face à la pénurie d'exutoires prévue en 2025 en PACA, il est envisagé de revoir les autorisations des sites existants afin de porter la capacité régionale cumulée à hauteur de l'objectif fixé par le SRADDET. Cela implique une augmentation des autorisations de stockage d'environ 100 000 tonnes supplémentaires. Cette hausse globale peut être répartie entre plusieurs augmentations individuelles, notamment sur les sites dont la capacité devait être réduite en 2025 par rapport à 2024. Une telle augmentation n'entraînera pas de TGAP majorée dans la mesure où il s'agit d'aligner les capacités autorisées sur l'objectif régional de mise en stockage. Cependant, si cette augmentation s'avérait insuffisante, toute nouvelle demande qui conduirait de fait à dépasser cet objectif, induirait de fait sur TGAP majorée si une suite lui était donnée. Cette augmentation ne peuvent néanmoins être envisagées qu'en dernier recours, après optimisation des moyens destinés à la prévention et à la valorisation, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

3.2 – Situation régionale

La situation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est atypique, dans la mesure où c'est la seule région où l'objectif national de réduction de mise en stockage a été à la fois décliné dans son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), soit une quantité maximale de déchets à enfouir de 999 792 t/an à partir de 2025, puis traduit de manière effective dans les autorisations ICPE des sites. Le cumul des autorisations annuelles a ainsi été ramené de 1 192 900 tonnes en 2024 à 901 700 tonnes pour 2025, soit près de 300 000 tonnes annuelles de moins. Le niveau autorisé en 2025 est ainsi en deçà de l'objectif régional visé.

A ce jour, et du fait notamment de la fermeture de certains sites pour des raisons environnementales, le cumul régional des autorisations de stockage s'élève cependant à 901 700 tonnes en 2025.

Or il apparaît que les efforts conduits à l'échelle régionale pour diminuer la mise en stockage, sont encore insuffisants en dépit des progrès notables constatés pour améliorer le taux de valorisation des déchets produits et traités en région.

Ainsi la conjonction de ces situations conduit à identifier un déficit très probable de capacité de stockage en 2025. Cette situation, ainsi que le dispositif réglementaire adopté en 2024 et évoqué supra, ont été présentés le 05 juin 2024 à l'ensemble des exploitants d'ISDND et d'UVE de la Région à l'occasion d'une réunion, organisée dans les locaux de la DREAL PACA avec le Conseil Régional.

A l'issue, plusieurs exploitants ont adressé aux préfets de département des porter à connaissance en vue de solliciter notamment des augmentations des autorisations de stockage de leur(s) site(s) mais aussi, de modifier les zones de chalandises de certains outils de traitement (centre de tri, presse à balle, UVE) en vue, comme suggéré le 5 juin, d'en optimiser le fonctionnement :

Bassin de Vie du SRADDET	Dpt	Exploitant (nom du site)	Communes	Capacité adm. 2024 (t.an)	Capacité adm. 2025 (t.an)	Capacité demandée pour 2025
Alpin	05	VEOLIA (Ecopôle du Beynon)	Ventavon	60 000	55 000	64 000
Provençal	13	SUEZ RV Méditerranée	Les Pennes-Mirabeau	175 000	100 000	125 000
	13	VALSUD (Ecopôle de l'Etoile)	Septèmes-les-Vallons	175 000	100 000	160 000
	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-Provence	160 000	100 000	140 000
	83	AZUR Valorisation (Roumagayrol)	Pierrefeu-du-Var	135 000	100 000	135 000
Azuréen	83	Société Publique Locale du Vallon des Pins	Bagnols-en-forêt	70 000	70 000	99 000

Compte-tenu de cette perspective de défaut d'exutoire en PACA en 2025 et afin d'éviter un export massif de déchets non dangereux hors région, contraire au principe de proximité et dont la faisabilité n'est pas acquise, il est proposé de donner une suite partiellement favorable à ces demandes sous réserves des principes suivants :

- Ramener avant le 31/10/2024, le cumul régional des autorisations de stockage à hauteur de l'objectif du SRADDET, soit une rehausse de 98 092 tonnes pour 2025. Ces capacités supplémentaires ne donneront pas lieu à majoration de TGAP ;
- Cette augmentation globale est partagée entre les exploitants ayant sollicité une augmentation de capacité de leur site ;
- Elle concerne les différents bassins de vie de la région ;
- Elle est déclinée individuellement, suivant un principe d'équité et sous réserve de non-substantialité des demandes et à la condition de garantie de maîtrise des enjeux environnementaux associés ;
- Elle est temporaire et limitée à 2025 : un réexamen de la situation pour 2026 sera effectué courant 2025.

Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des arbitrages effectués :

Bassin de Vie du SRADDET	Dpt	Exploitant (nom du site)	Communes	Capacité proposée pour 2025
Alpin	05	VEOLIA (Ecopôle du Beynon)	Ventavon	60 092
Provençal	13	SUEZ RV Méditerranée	Les Pennes-Mirabeau	115 000
	13	VALSUD (Ecopôle de l'Etoile)	Septèmes-les-Vallons	115 000
	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-Provence	115 000
	83	AZUR Valorisation (Roumagayrol)	Pierrefeu-du-Var	124 000
Azuréen	83	SPL du Vallon des Pins	Bagnols en forêt	94 000

Par ailleurs, l'opportunité d'augmentations complémentaires pour l'année 2025 au-delà de l'objectif SRADDET sera considérée ultérieurement en 2025, à la lumière des informations issues de

l'observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire (ORDEC). En cas d'octroi, elles seront soumises à majoration de TGAP.

3.3 – Motivations de la demande de SUEZ RV Méditerranée

La demande de SUEZ RV Méditerranée fait suite à la réunion d'information tenue le 05 juin 2024.

Ce « porter-à-connaissance » vise à répondre au déficit régional en sollicitant une augmentation de la capacité administrative d'accueil de l'ISDND situé au lieu-dit « Jas de Rhodes » en 2025. Le dossier présente un état des lieux du site en termes de capacités passées et futures. Ces informations sont synthétisées dans un tableau qui compare les capacités annuelles autorisées aux capacités réellement stockées entre 2020 et 2024. Depuis le début de l'exploitation en 2020, 584 000 tonnes de déchets ont été enfouies, sur un total de 700 000 tonnes autorisées pour ces quatre premières années. D'après les prévisions de l'exploitant pour 2024, l'écart entre les volumes réellement enfouies et les capacités autorisées serait d'environ 40 000 tonnes. Au total, l'exploitant disposerait d'un reliquat d'environ 150 000 tonnes accumulé depuis le début de son activité en 2019.

Pour tirer parti de ces tonnages vacants et répondre au déficit régional en 2025, SUEZ RV Méditerranée souhaite réviser sa capacité d'autorisation en 2025 tout en conservant un volume global identique et une durée d'exploitation raccourcie de 3 mois. Cette augmentation de la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux induit une augmentation proportionnelle de matériaux d'exploitation.

4 – EXAMEN DE LA DEMANDE

4.1 – Demande de prolongation temporaire du tonnage autorisé à 125 000 tonnes/an :

L'ISDND exploité par SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 octobre 2019 modifié pour un volume d'activité de 175 000 tonnes en 2024 puis 100 000 tonnes à compter de 2025. La capacité maximale de stockage est fixée à 1 453 000 tonnes. La durée d'exploitation selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2019, modifié le 26 mai 2023, est de 10 ans et 7 mois avec une échéance au 31 juillet 2030.

La demande vise à augmenter de 25 000 tonnes la capacité d'accueil des déchets non dangereux du site pour la seule année 2025 et proportionnellement, de 12 000 tonnes de matériaux d'exploitation nécessaires au recouvrement des déchets pour maîtriser notamment des envols et odeurs.

Aucune modification n'est demandée sur la nature des déchets autorisés ou de la limite journalière de stockage sur site, soit 2 000 tonnes/jour hors matériaux d'exploitation ou assimilés (mâchefers et terres non dangereuses).

La capacité totale du site reste inchangée mais il est proposé par l'exploitant une réduction de la durée d'exploitation de 3 mois.

4.2 – Impacts du projet :

Compatibilité avec le SRADDET :

Le bassin de vie Provençal, contrairement au bassin de vie Azuréen ne fait pas face à un déséquilibre en 2025 : la capacité administrative de stockage est de 615 000 t/an et l'objectif visé dans le SRADDET est de 569 792 000t/an. Ces capacités autorisées devraient malheureusement être insuffisantes pour couvrir les besoins réels en stockage.

Cependant, à l'échelle régionale, les capacités autorisées restent en deçà de l'objectif fixé par le SRADDET de la région PACA. Cette augmentation contribuerait à réduire le déficit régional, à

anticiper plus efficacement la situation future et à limiter la dépendance de la région vis-à-vis des régions voisines.

Par courrier en date du 28 juin 2024, et conformément au I de l'article L.541-15 du Code de l'environnement, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a consulté le Président du Conseil régional quant à des dérogations à certaines dispositions du volet déchets du SRADDET, notamment :

- la limite de capacité individuelle des sites de stockage des déchets non-dangereux, fixée à 100 000 tonnes par an, qui affectera cinq sites dans la région à partir de 2025 ;
- les limites de capacité définies par bassin : en raison de déséquilibres persistants, notamment l'insuffisance de capacités de stockage dans le bassin azuréen, les augmentations mentionnées pourraient accentuer le dépassement déjà constaté de ces limites ;
- l'objectif régional limitant à 999 752 tonnes la quantité de déchets stockés en 2025 : bien que la capacité régionale de stockage soit prévue pour atteindre cet objectif, il pourrait être nécessaire, en dernier recours, d'augmenter à nouveau les autorisations de stockage au cours de l'année 2025, dépassant ainsi ce plafond. Les déchets stockés seraient alors soumis à une TGAP majorée.

Par un courrier daté du 20 septembre 2024, le Président du Conseil Régional a donné un avis favorable à :

- une dérogation temporaire à la planification régionale des déchets prévue dans le SRADDET, limitée à l'année 2025, permettant de dépasser le seuil de 100 000 tonnes par an de stockage par site ;
- une dérogation temporaire, également pour l'année 2025, concernant les limites de stockage pour les bassins provençal et alpin.

L'examen de l'opportunité de déroger à l'objectif régional de 999 752 a été renvoyé à 2025.

Impacts potentiels :

Les études d'incidence et de dangers réalisées dans le cadre de l'Etude d'Impact de la Demande d'Autorisation initiale (DDAE) ont été dimensionnées sur la base d'un tonnage maximum de 175 000 t/an. Les équipements, les moyens, l'organisation et la surveillance de l'ICPE sont, de fait, dimensionnés sur cette base.

L'augmentation temporaire de capacité n'entraîne pas une augmentation de la nature et de la qualité des déchets entrants. Aucune modification n'est donc attendue sur la qualité ou quantité des différents rejets : eaux pluviales, poussières, risques sanitaires et dangers associés.

Impact sur les garanties financières :

Le projet, objet du présent rapport, entraîne une hausse du volume d'activité de l'installation de stockage. La capacité autorisée pour la rubrique 2760-2 de la nomenclature, passe de 100 000 tonnes en 2025 contre 125 000 tonnes.

Dans le cadre de la présente modification des conditions d'exploitation, une révision du montant a été mis à jour dans le porter-à-connaissance :

Tonnage annuel (t/an)	Durée d'exploitation (ans)	Base annuelle des garanties financières (€ HT)	Base annuelle des garanties financières (€ TTC)
125 000	1 an (2025)	4 085 230	4 902 277
100 000	4 ans 8 mois (2025 à août 2030 inclus)	3 418 603	4 102 324

Trafic routier :

Pour 2025, le trafic prévisionnel est le suivant en prenant en compte :

- 50 000 tonnes de collecte sélective correspondant au tonnage maximal des marchés dont Suez est attributaire à date ;
- le fait que le centre de tri DAEND/BTP de 175 000 t/an n'a pas été mis en œuvre ;
- le fait que l'activité biodéchets de 10 000 t/an n'a pas été mis en œuvre ;
- l'activité de stockage à 125 000 t/an.

Il en résulte que :

- le trafic prévisionnel sera au maximum de 140 camions/jour en 2025 au lieu de 250 camions/jour présentés dans l'étude d'impact du DDAE de 2018 ;
- le trafic des véhicules légers sera au maximum de 140 VL/jour en 2025 au lieu de 190 VL/jour présentés dans l'étude d'impact du DDAE de 2018.

Le projet de révision des conditions d'exploitation de l'ISDND pour 2025 n'entraîne pas d'augmentation du trafic par rapport aux éléments présentés lors de la dernière enquête publique ayant conduit à l'arrêté préfectoral n°2017-67 A du 22 octobre 2019.

5 – APPRECIATION DU CARACTERE SUBSTANTIEL DU PROJET

5.1. Rappel de la procédure

Concernant le caractère substantiel ou non de cette demande, l'article R. 181-46-I du code de l'environnement mentionne que : [...]

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181- 18 et R.181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

5.2. Avis de l'inspection

Au regard des trois alinéas de l'article R.181-46-I :

1) Le projet d'augmentation de la capacité annuelle de stockage autorisée pour 2025 n'affecte pas la capacité totale de stockage autorisée de l'ISDND. L'exploitant souhaite accroître le volume stocké

en 2025 afin de compenser le différentiel entre les capacités autorisées et les capacités effectivement utilisées (tonnages réellement enfouis) depuis le début de l'activité.

Par ailleurs, la rubrique IED 3540 relative aux installations de stockage fixe un seuil de 25 000 tonnes de capacité totale autorisée. La demande d'augmentation de 25 000 tonnes est sur une année calendaire sans demande d'augmentation de la capacité totale de stockage sur la durée de vie de l'installation. Il n'y a donc pas de dépassement du seuil IED (25 000 t).

2) La modification envisagée est sans objet vis-à-vis de ce critère. En effet, au vu du dossier de porter-à-connaissance, le projet de modification n'atteint aucun seuil ou critère de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009. De plus, les seuils quantitatifs et les critères à atteindre étaient fixés jusqu'au 13 décembre 2019 par l'arrêté ministériel désormais abrogé. A ce jour, aucun autre arrêté ministériel ne fixe de seuils quantitatifs et de critères à atteindre.

3) La modification consistant à augmenter la capacité d'accueil de l'installation suite à la présence de reliquat des quatre premières années d'exploitation, n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs nouveaux compte tenu du fait que les études d'impact, de risque sanitaire et de dangers réalisées dans le cadre du dossier d'autorisation de l'exploitant qui a abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2022, ont été dimensionnées pour une capacité d'accueil de 175 000 t/an. L'augmentation de la capacité en 2025 sera inférieure à la capacité autorisée en 2024.

L'augmentation de capacité d'accueil de 2025 ne modifie pas l'emprise du site. Les équipements et activités nécessaires demeurent inchangés par rapport à l'année 2024.

L'inspection des installations classées considère donc la demande comme non substantielle.

6 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Après examen de la demande déposée par SUEZ RV Méditerranée dans le cadre de son « Porter-à-Connaissance », celle-ci est considérée comme non substantielle au sens de l'art. L181-14 du Code de l'Environnement.

Compte tenu de la situation régionale présentée au paragraphe 3.2 et du principe d'équité visant à considérer les demandes qui ont été formulées, il est proposé de donner une suite favorable à la demande de SUEZ RV Méditerranée mais à hauteur de 115 000 tonnes et non 125 000 tonnes de déchets non dangereux pour l'année 2025, ainsi que de 55 200 tonnes de matériaux d'exploitation.

Cette augmentation temporaire entraîne :

- une révision des capacités annuelles de stockage de déchets non dangereux : 115 000 t/an en 2025, 100 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 jusqu'en 2029 puis 63 000 tonnes du 01 janvier 2030 au 30 juin 2030 ;
- une révision des capacités annuelles de matériaux d'exploitation : 55 200 t/an en 2025, 48 000 t/an à partir du 01 janvier 2026 jusqu'en 2029, puis 30 300 tonnes du 01 janvier 2030 au 30 juin 2030 ;
- une révision de la durée d'exploitation du site au 30/06/2030 ;
- une mise à jour l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-67A du 22 octobre 2019, relatif aux garanties financières.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à SUEZ RV Méditerranée qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose d'informer le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
La fonctionnelle déchets	Le chef de l'unité ICPE	Le chef de service de la prévention des risques
<i>Signé</i>	Signé	
Lucile QUIGNON	Alexandre LION	